

# L'invasion de la Russie va créer un boom de l'industrie de l'armement

Wednesday 15 June 2022, by [JAY Dru Oja](#) (Date first published: 8 March 2022).

**L'augmentation des dépenses militaires de l'OTAN a coïncidé avec l'escalade des tensions en Ukraine. La décision du gouvernement de la Fédération de Russie d'ordonner une invasion illégale de l'Ukraine a donné lieu à d'importantes escalades militaires, à des réalignements rapides ressemblant à une nouvelle guerre froide et à une aubaine pour les marchands d'armes.**

Le Canada a renforcé la présence de ses troupes le long de la frontière occidentale de la Russie. Le Canada a engagé 1 260 soldats, a 3 400 militaires supplémentaires prêts à être déployés et a fait savoir qu'il acceptait que des citoyens canadiens se joignent à l'armée ukrainienne. Les États-Unis, qui comptent désormais près de 100 000 soldats en Europe, sont prêts à en envoyer davantage.

Les dirigeants ukrainiens, tout en faisant activement pression sur les pays de l'OTAN pour qu'ils intensifient leur engagement, ont également demandé une zone d'exclusion aérienne, ce qui mettrait les avions de guerre de l'OTAN en conflit direct avec les transports, les chasseurs et les bombardiers russes. Jusqu'à présent, les États-Unis et les autres pays ont refusé.

Alors que les troupes se renforcent, les livraisons d'armes affluent.

Lundi, le Canada a annoncé une troisième livraison de matériel militaire à l'Ukraine.

Vous pouvez vous désabonner à tout moment. Vous avez une question ? Contactez-nous ou lisez notre politique de confidentialité pour plus d'informations.

"Je pense que nous ne sommes peut-être qu'au début de nombreux transferts d'armes vers l'Ukraine, en provenance du Canada et d'autres producteurs d'armes," a déclaré à The Breach Cesar Jaramillo, directeur exécutif de Project Ploughshares.

"L'équipement canadien est déjà là," a déclaré Jaramillo. "Tout, depuis les capteurs qui sont utilisés par les drones en Ukraine, jusqu'aux armes antichars qui ont été annoncées récemment... des mitrailleuses, des pistolets, des munitions, des fusils de sniper, et des choses de ce genre."

L'UE a déjà promis 500 millions de dollars d'aide militaire, et il est prévu de fournir pas moins de 51 jets militaires de l'ère soviétique que l'armée de l'air ukrainienne utilise actuellement.

La Suède rompt avec un engagement de longue date contre l'envoi d'armes dans des zones de conflit actif en expédiant des milliers d'armes antichars en Ukraine. L'Allemagne a rompu avec sa propre position "pacifiste" en annonçant plus de 100 milliards de dollars de nouvelles dépenses militaires.

Le revirement de l'Allemagne a débloqué d'autres transactions, comme le transfert d'artillerie à l'Ukraine par l'Estonie. La petite nation balte devait également obtenir l'approbation de la Finlande pour ce transfert. Helsinki a également rompu avec des décennies de neutralité pour approuver le

transfert, et débat maintenant de l'adhésion à l'OTAN, un récent sondage montrant un changement radical en faveur de l'adhésion à l'OTAN.

À Washington, Joe Biden a demandé au Congrès une aide économique et militaire supplémentaire de 6,4 milliards de dollars pour l'Ukraine.

Et si aucune annonce majeure n'a encore été faite, au moins un député libéral à Ottawa suggère une augmentation des dépenses militaires.

Le traité international sur le commerce des armes, qui régleme le commerce international des armes conventionnelles, est entré en vigueur en 2014. Mais il n'est pas évident pour des experts comme Jaramillo que les termes du traité soient respectés.

S'exprimant depuis Waterloo, en Ontario, Jaramillo a déclaré que les transferts se produisent à une vitesse sans précédent, mais que les circonstances n'exemptent aucun pays de mener les évaluations des risques requises. "Le Canada est légalement tenu de procéder à une évaluation des risques pour chaque transfert, et nous craignons, étant donné la nature expéditive des récents transferts, que le Canada ne respecte pas correctement ses obligations en vertu du traité sur le commerce des armes."

Bien que l'issue de l'invasion soit loin d'être claire, une série de nouvelles aubaines pour les fabricants d'armes semble garantie. Sous l'impulsion de l'augmentation massive des dépenses d'armement de Berlin, les principales actions du secteur de la "défense" ont augmenté de 6 % rien qu'à cette annonce.

Lors d'une conférence téléphonique sur les résultats fin janvier, le PDG de Raytheon a noté que "les tensions en Europe de l'Est... exercent une pression sur certaines dépenses de défense... Je m'attends donc à ce que nous en tirions un certain avantage." Le même jour, le PDG de Lockheed a fait des commentaires similaires aux investisseurs, affirmant "qu'il y a un regain de concurrence entre les grandes puissances qui inclut la défense nationale et les menaces qui pèsent sur elle."

Le PDG de Raytheon, Greg Hayes, a déclaré lors d'une conférence téléphonique sur les résultats le 25 janvier : "Et bien sûr, les tensions en Europe de l'Est, les tensions en mer de Chine méridionale, toutes ces choses exercent une pression sur certaines dépenses de défense là-bas. Je m'attends donc à ce que nous en tirions un certain profit."

### **Fabricants d'armes, moteurs de la politique**

Les contrats militaires mondiaux représentent un marché de plusieurs milliards de dollars et une puissance de lobbying.

Selon une étude de l'université Brown, sur les 14 000 milliards de dollars dépensés par le gouvernement américain dans le domaine militaire depuis 2001, environ un tiers est allé à des contractants. Des dizaines de milliards de dollars sont versés chaque année aux plus grands fabricants d'armes du monde, comme Lockheed Martin, Boeing, General Dynamics, Raytheon et Northrop Grumman.

Ces entreprises, à leur tour, dépensent sans compter pour façonner la politique gouvernementale.

L'étude de l'université Brown calcule que ceux qui bénéficient de contrats militaires américains ont dépensé 2,5 milliards de dollars en lobbying. Elles emploient une petite armée de lobbyistes, dont on estime qu'il y en a 700 rien qu'au Capitole.

À Ottawa, les marchands d'armes constituent également une force politique très efficace. Présents en force sur la colline du Parlement, ils emploient une phalange de commandants militaires à la

retraite, appuyés par d'anciens bureaucrates hautement qualifiés qui connaissent bien les rouages du gouvernement. Leur nombre total varie, mais les registres en dénombrent des centaines.

Comme l'a dit un observateur de la colline du Parlement, "on ne peut pas se promener à Ottawa de nos jours sans tomber sur un marchand d'armes de la rue Sparks." Et les lobbyistes ne se contentent pas de faire pression pour obtenir des contrats militaires ; ils cherchent plutôt à façonner les priorités politiques pour qu'elles correspondent à l'équipement extrêmement coûteux qu'ils vendent.

L'"industrie de la défense" du Canada, comme l'appelle le gouvernement, a représenté 10 milliards de dollars de ventes en 2016, employant 60 000 personnes.

Les dépenses militaires des membres de l'OTAN ont commencé à augmenter en 2015, après l'éclatement d'une guerre civile en Ukraine. L'augmentation cumulée de 2015 à 2018 a été de 87,6 milliards de dollars américains.

L'OTAN : un moteur pour les dépenses militaires et les provocations.

Les promesses répétées - et maintes fois rompues - de ne pas étendre l'OTAN vers l'est ont été longuement discutées.

Ce qui est moins bien compris, ce sont les rôles imbriqués de l'OTAN, qui consiste à pousser à l'augmentation des dépenses militaires dans tous ses États membres, et un schéma de provocation de la Russie qui remonte à plus d'une décennie.

En principe, les pays de l'OTAN ont accepté de consacrer deux pour cent de leur PIB à leurs armées respectives. Aujourd'hui, seul un tiers des pays de l'OTAN dépensent ce montant.

Cela n'a pas toujours été le cas. Avant 2014, les archives de l'OTAN suggèrent que la moyenne des dépenses militaires était en fait en baisse, et seuls trois pays (les États-Unis, la Grèce et le Royaume-Uni) ont atteint le seuil des deux pour cent.

Mais 2014 a marqué le début du soulèvement EuroMaidan à Kiev, parrainé par l'Occident, qui a renversé un président ukrainien allié de Poutine, les premiers coups de feu d'une guerre civile dans l'est de l'Ukraine, et l'annexion de la Crimée par la Russie.

À partir de 2015, les dépenses militaires moyennes des membres de l'OTAN ont changé de cap, et ont augmenté chaque année.

Quel que soit le rôle des lobbyistes de la "défense" dans la définition des positions de politique étrangère, il est incontestable que l'influence politique de l'industrie de l'armement est énorme et qu'elle a bénéficié de l'escalade des conflits.

### **Des décennies d'escalade des tensions avec la Russie**

L'expansion de l'OTAN - et les promesses non tenues qui l'accompagnent - est souvent citée comme le point central de la provocation de la Russie, mais les preuves vont bien au-delà.

En avril 2008, les chefs d'État de l'OTAN se sont réunis à Bucarest et ont déclaré, entre autres, qu'ils "saluaient" les "aspirations" de l'Ukraine et de la Géorgie à adhérer à l'OTAN. "Nous sommes convenus aujourd'hui que ces pays deviendront membres de l'OTAN," déclarait la déclaration.

Un câble classifié datant de quelques mois révèle que les diplomates étaient activement conscients de l'effet de cette décision sur la Russie. Rédigé par l'ambassadeur américain en Russie de l'époque,

William J. Burns, et rendu public par Wikileaks, le mémo se lit en partie comme suit :

Les experts nous disent que la Russie est particulièrement inquiète que les fortes divisions en Ukraine sur l'adhésion à l'OTAN, avec une grande partie de la communauté ethnique russe contre l'adhésion, pourrait conduire à une scission majeure, impliquant la violence ou, au pire, la guerre civile. Dans cette éventualité, la Russie devrait décider d'intervenir, une décision qu'elle ne veut pas avoir à prendre.

Une déclaration de mauvais augure à la lumière des récents événements. (Au début de 2021, le président Joe Biden a nommé Burns directeur de la Central Intelligence Agency).

Le jour même de la publication de la déclaration de l'OTAN à Bucarest, le New York Times a rapporté que sa formulation était en fait un compromis soigneusement choisi pour masquer les désaccords. "L'Allemagne et la France ont déclaré qu'elles pensaient que, puisque ni l'Ukraine ni la Géorgie ne sont suffisamment stables pour participer au programme maintenant, un plan d'adhésion serait une offense inutile à la Russie, qui s'oppose fermement à cette initiative," rapporte le Times.

En d'autres termes, en 2008, les États-Unis savaient que proposer l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN attiserait les tensions avec la Russie et qu'il était extrêmement improbable que cette adhésion soit acceptée par deux des trois membres les plus puissants d'Europe. Sachant ces deux choses, ils ont déployé des efforts diplomatiques considérables pour faire croire à une adhésion imminente.

Dans les années qui ont suivi, l'Ukraine a dû faire face à l'escalade des tensions avec la Russie, sciemment attisée par les États-Unis, sans bénéficier de la protection de l'adhésion à l'OTAN.

---

**Dru Oja Jay**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

---

**P.S.**

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/L-invasion-de-la-Russie-va-creer-un-boom-de-l-industrie-de-l-armement>